

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen = Swiss forestry journal = Journal forestier suisse

**Herausgeber:** Schweizerischer Forstverein

**Band:** 48 (1897)

**Heft:** 8-9

**Rubrik:** Vereinsangelegenheiten = Affaires de la Société

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 16.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

### Notre gravure.

Pour permettre à nos lecteurs de suivre avec plus de facilité notre exposé sur le système d'endiguement des torrents employé en France, nous le faisons accompagner d'une vue qui a été obligeamment mise à notre disposition par Monsieur l'inspecteur des forêts *Kuss*, chef du service des reboisements à Annecy. Cette vue permet de jeter un coup d'œil dans le canal d'écoulement du *torrent de La Valette* près de Barcelonnette (Département des Basses-Alpes).

En arrière, on aperçoit une partie de l'important bassin de réception du torrent du *Riou Bourdoux*\*, auquel vient aboutir le bassin du torrent de la Valette. Le ravin, fortement encaissé dans les marnes noires du lias très érosives, est traversé par de forts *barrages*, destinés à retenir les matériaux et, par ce fait, à relever le lit du torrent et à donner une assise plus solide au pied des berges.

Entre les barrages, on distingue des *seuils* assez bas, établis en clayonnages ou en pierres, ayant pour but non seulement de protéger le lit du torrent contre l'affouillement, mais aussi, en retenant les cailloutis, de relever successivement le lit. Par ce moyen et par le curage méthodique du lit, l'eau est obligée de suivre le nouveau lit qui lui est assigné. Ajoutons d'ailleurs que, grâce au reboisement du bassin supérieur la quantité d'eau a de beaucoup diminué, de sorte qu'il reste des deux côtés du canal assez d'espace pour recevoir les matériaux provenant de l'écrêtement des berges, permettant ainsi de reboiser peu à peu celles-ci ainsi que le fond du ravin.



### Vereinsangelegenheiten — *Affaires de la Société.*

#### Procès-verbal de la Réunion de la Société des forestiers suisses à Genève, les 9, 10 et 11 août 1896.

Suivant le courant général qui entraînait presque toutes les grandes sociétés suisses à tenir leur assemblée annuelle sous le même toit que l'Exposition nationale suisse, la Société des forestiers avait, l'an dernier, décidé de se réunir en 1896 dans les murs de la reine du Léman.

Jamais encore, la fière cité n'avait abrité une réunion d'hommes des bois, et cela pour la bonne raison que, de tous temps, elle n'a possédé ni forêts, ni forestiers.

---

\* Voir la gravure accompagnant le fascicule 5.

Notre reconnaissance pour son excellent accueil pendant ces trois mémorables journées, passées au milieu des merveilles du travail national dont elle est la gardienne, n'en peut être que plus vive.

Pendant le dimanche, 9 août, les trains amenèrent une centaine de participants environ. Peu ou point de collègues de la Suisse orientale : c'est si loin de St-Gall, ou Coire, à Genève ! La Suisse centrale a envoyé un assez fort contingent ; la Suisse française est presque au complet.

A l'arrivée, on perd un peu de temps à courir dans les innombrables locaux de la gare, en quête du bureau des logements, qu'on dénicher enfin dans le petit bâtiment d'en face. On touche carte de fête et insignes, ainsi qu'un petit plan de la ville, bien utile pour se tirer d'affaire dans cette grande Genève, et chacun s'en fut chercher son domicile, le cœur mis en fête par tant de joyeux visages et un bon soleil, dont on n'a plus l'habitude.

Le soir, à 8 heures, réunion familière à la Taverne du Crocodile.

Visages assez calmes en pareille occurrence. On est fatigué du long voyage et chacun savoure tranquillement, à côté d'une chope, le charme d'un moment de repos. On se montre Monsieur le Conseiller d'Etat Dunant, le président de demain qui, fort aimablement, fait connaissance avec chacun et donne tous les renseignements désirables.

Le programme du lendemain promettant un ordre du jour serré, on se sépare de bonne heure.

Le lundi 10, assemblée générale à l'Aula de l'Université. Monsieur Dunant, président du comité local, ouvre la séance à 7 heures  $\frac{1}{2}$  et souhaite la bienvenue en prononçant une belle et cordiale allocution, dans laquelle il fait ressortir l'importance de la mission des forestiers, qui consiste surtout à préserver nos alpes du déboisement. L'honorable conseiller d'Etat termine son charmant discours en plaçant la réunion sous l'égide du „charme“.

Le Bureau choisit comme secrétaires de la réunion MM. *Schönenberger* et *Badoux* ; comme scrutateurs MM. *Zürcher* et *Du Pasquier*.

Puis on passe à la discussion des affaires de la Société.

*Font excuser leur absence* : MM. W. von Greyerz ; D<sup>r</sup> Bühler ; von Wattenwyl ; Bühler-Luzern ; Braichet ; Garonne et Wyss.

*Demandent à entrer dans la Société*, les six candidats suivants :

MM. *Golay, Henry*, candidat forestier, à Cernier ;  
*Custer, Alfred*, adjoint forestier, à Winterthour ;  
*Barberini, Edmond*, inspecteur des forêts, à Brigue ;  
*Barbey, Auguste*, adjoint forestier, à Neuchâtel ;  
*Bohrer, Bernhard*, à Laufen ;  
*Stirnemann, E.*, candidat forestier, à Aarau.

Tous sont reçus, à l'unanimité, membres de la Société.

Monsieur *Roulet*, président, donne ensuite lecture du *Rapport du Comité permanent* sur la marche de la Société durant le dernier exercice 1895-1896.

*Messieurs,*

Le nombre des membres de la Société a, durant l'exercice écoulé, augmenté de 1. Comme nous le disions l'année dernière, une augmentation, si infime soit-elle, est préférable au „statu quo“.

La liste des membres indiquait au mois de février 1895:

	5	membres honoraires;
	274	membres actifs suisses;
	9	„ „ étrangers.
Soit un total de	288	membres.

Elle indique au mois de février 1896:

	5	membres honoraires;
	275	membres actifs suisses;
	9	„ „ étrangers.
Soit un total de	289	membres.

Nous avons eu 11 entrées et 10 sorties dont 3 par suite de décès et 7 par simple refus, sans indication spéciale.

Les trois membres rayés par la mort sont MM. Landolt, professeur, Salathé, Kreisförster et Lerch, Förster à Brittnau.

Le premier a occupé une place trop importante dans le développement de la science forestière en Suisse, pour que nous laissions passer son départ sans un mot de souvenir. Landolt a travaillé toute sa vie pour les autres; prenons-en note, forestiers, et tâchons de l'imiter!

Votre président, avisé de ce décès par télégramme, a pu se rendre aux obsèques de notre collègue. Il a eu le privilège de lui adresser, en votre nom à tous et autant que pouvait le permettre un instant de recueillement, le suprême adieu.

Donnons, si vous le voulez bien, un souvenir sympathique au Förster de Brittnau comme au Professeur de Zurich, en nous levant de nos sièges.

Parmi les membres qui ont désiré sortir de la Société, nous devons noter M. le Conseiller forestier Probst à Stuttgart, pensionné dernièrement. Après en avoir fait partie pendant 32 ans, il pense que le moment est venu de faire place. Nous vous proposons, Messieurs, de répondre à l'excellente lettre de M. Probst, en lui conférant le titre de „membre honoraire“.

Malgré la manne fédérale, l'exercice financier boucle par un déficit.

Recettes (solde, cotisations, subvention fédérale)	frs. 2651. 04
Dépenses	2688. 62
Excédant des dépenses	frs. 37, 58

*Fonds Morsier.*

Au 30 juin 1895, il s'élevait à	frs. 5648. 05
Au 30 juin 1896, il s'élève à	5823. 90
Il a augmenté de	frs. 175. 85
La somme disponible ascende à	frs. 823. 90



*Etat de situation au 30 juin 1896.*

Achat de 5 titres fédéraux . . . . .	frs. 4785. 05
Solde créancier chez Pury & Cie. II. cl. . . . .	1038. 85
	<hr/>
Total	frs. 5823. 90

Votre Comité a renouvelé cette année, l'invitation qu'il avait adressée l'année dernière, aux forestiers disposés à recevoir une allocation du „Fonds Morsier“ pour un voyage d'étude.

Une seule demande qui lui a été adressée, a dû être refusée, le candidat ne remplissant pas les conditions voulues. Nous espérons qu'il renouvellera sa demande l'année prochaine.

Le Comité permanent a tenu 4 séances; à Berne les 22 octobre, 10 décembre 1895, 26 mai 1896, et le 9 août 1896 à Genève.

Plusieurs questions ont été en outre liquidées par circulaires.

Nous constatons avec plaisir que la rédaction du Journal forestier fait de louables efforts, couronnés de succès, du reste, pour rendre intéressant et utile l'organe de la société.

Quoique le nombre des abonnés ait considérablement augmenté, nous croyons qu'il n'a pas encore atteint le chiffre qu'il peut atteindre, et nous insistons auprès de nos collègues pour qu'ils veulent bien chercher, par une propagande active, mais de bon aloi, à nous amener de nouveaux abonnés.

Nous pensons que les bibliothèques de tous les bureaux forestiers à quelque classe qu'ils appartiennent et celles des conseils communaux, devraient contenir la collection du journal forestier, et nous nous demandons si les chefs de service des cantons ne pourraient pas faire un effort pour que ce désir devienne une réalité.

Nous tenons à remercier ici notre rédacteur, qui pour une rémunération dérisoire, voue tous ses loisirs au développement de notre journal.

L'assemblée de Lugano a renvoyé à votre Comité la question de la révision des statuts.

Elle reparait donc à l'ordre du jour.

Le Comité ne s'est pas départi des principes qu'il énonçait dans son rapport précédent. Le travail qu'il vous présentera par l'organe de son vice-président, n'est pas le bouleversement des anciens statuts, mais leur adaptation aux circonstances actuelles.

Il espère que la discussion qui aura lieu tout à l'heure, aboutira à un résultat utile, en ramenant l'ordre dans une branche de notre organisation intérieure, où il était méconnu.

Vous déciderez sans doute, Messieurs, l'impression d'un nombre d'exemplaires, allemands et français, qui permette au Comité d'en assurer une distribution suffisante.

La société ayant tenu ses deux dernières assises annuelles dans des cantons excentriques, il a paru convenable au Comité de choisir pour l'année 1897, un canton du centre.

C'était du reste le tour du canton de Lucerne. Les démarches du Comité, auprès des autorités, ont été couronnées de succès et nous vous proposons aujourd'hui de vous décider en faveur de ce canton. S'il en était ainsi, nous proposerions comme président du Comité local, M. le Conseiller d'Etat Vogel et comme vice-président M. l'Inspecteur cantonal Schwytzer, les deux à Lucerne.

L'état critique de santé de ce dernier, est sans doute connu de plusieurs d'entre vous. Nous ne pouvons voir son nom sortir de notre plume sans ressentir le besoin de lui envoyer une pensée sincère de profonde sympathie, et sans faire des vœux pour son prochain rétablissement.

Conformément à votre décision, la société a pris part à l'Exposition de Genève, dans le groupe 41, sections: activité des sociétés forestières et littérature.

Il n'appartient pas au Comité de juger son propre travail. Le jury l'a fait avec bienveillance, car il lui a décerné une médaille d'or.

Le Diorama qui devait donner un peu de relief à notre exposition forestière, est resté à l'état de projet.

En exécution de votre décision et quoi qu'il connût d'avance le résultat de sa démarche, le Comité délégua son président auprès de M. le Chef du Département de l'Agriculture qui, après avoir exprimé son étonnement qu'on ait pu croire à un retour sur la décision précédemment prise, lui annonça catégoriquement que le Conseil fédéral se refuserait absolument à toute allocation ultérieure.

Vous avez décidé l'année dernière de confier à la sollicitude de la station d'expérimentation de Zurich, l'étude de la question du mesurage des bois en grume.

La Direction de la station a accueilli notre demande avec bienveillance et devait commencer les expériences dans le courant de l'année. Comme vous avez pu le voir sur le programme de notre réunion, les résultats de ces travaux devaient nous être présentés par M. le Prof. Bühler. Malheureusement les circonstances n'ont pas permis la réalisation de ces projets.

Les préparatifs pour l'Exposition à laquelle devait prendre part la station, la maladie sérieuse qu'a traversée M. l'assistant Flury, et enfin l'obligation pour M. le Directeur de terminer certains travaux importants avant son départ, sont les principales raisons qui ont provoqué la situation actuelle.

La station d'essai des matériaux de construction, par l'organe de son Directeur, M. le Prof. Tetmajer, a bien voulu offrir à chaque membre de notre Société un exemplaire de la brochure contenant les résultats des essais sur le bois.

Cette brochure, dédiée spécialement aux forestiers suisses, vous sera envoyée au mois de septembre par les soins du Comité permanent.

Vous vous joindrez à nous, Messieurs, pour exprimer notre vive gratitude à M. le Prof. Tetmajer.

Vous vous souvenez sans doute que M. Demontzey, ancien Inspecteur général des forêts à Paris, ne pouvant assister à la réunion de Lugano, s'y était fait représenter par son superbe ouvrage sur l'extinction des torrents en France par le reboisement.

Le Comité lui a exprimé chaleureusement la reconnaissance de la société.

Cet ouvrage, mis à la disposition des membres de la société, est en circulation depuis plusieurs mois.

L'exercice écoulé marquera une étape dans l'histoire de notre Société. C'est en effet en 1895 qu'un faible solde en caisse, bien faible il est vrai, l'a engagée à tendre la main et à demander une subvention fédérale. Nous ne voulons pas discuter la question d'opportunité de la décision de Lugano, mais nous tenons à remercier publiquement le Conseil fédéral pour la bienveillance spéciale avec laquelle il a accueilli notre demande un peu tardive, et à souhaiter que la société ne regrette jamais sa détermination!

*Août 1896.*

*Au nom du Comité permanent,*

le Président:

ROULET.

On donne lecture de deux lettres de remerciements et d'adieux de MM. *von Probst*, Oberforstrat à Carlsruhe et le Prof. Dr. *Bühler*, à Zurich.

Sur la double proposition du Comité permanent et de M. *Baldinger*, tous deux sont nommés membres d'honneur par acclamation.

Suit la discussion du rapport du Comité permanent.

M. *Merz* rapporte au nom des réviseurs de comptes. Il propose l'adoption des comptes pour 1895/96, reconnus exacts. Il constate que les frais d'impression du journal sont maintenant tels que, pour faire face à la situation sans subside fédéral, il faudrait élever la cotisation annuelle à 7 ou 8 fr. La Société a obtenu de la Confédération, l'an dernier, un subside de fr. 1000. Pour l'an prochain ce sera insuffisant. Le budget pour 1896/97 prévoit, entr'autres, une augmentation de dépenses de fr. 100 pour le journal, malgré que le traitement du rédacteur soit dérisoire. La Société ne pourra boucler ses comptes sans augmenter la cotisation. En conséquence, il propose de demander à la Confédération d'élever son subside à la somme de fr. 1500.

La proposition est adoptée, puis les comptes sont approuvés avec remerciements.

M. *Baldinger* constate que le Journal a fait certains progrès ces dernières années. Toutefois on pourrait, lui semble-t-il, réduire facilement le nombre des illustrations, qui augmentent, outre mesure, ses frais de publication. De plus, il se plaint de ce que le Journal ne paraît pas régulièrement et, de ce qu'en particulier, la Rédaction se soit permise à deux reprises déjà de condenser deux cahiers en un seul. Il engage le Comité à prendre les mesures nécessaires pour, qu'à l'avenir, fait semblable ne se reproduise pas.

M. le Dr. *Fankhauser* réplique qu'il a pris l'engagement de publier quatre numéros par année; depuis, d'accord avec le Comité permanent et, dans l'intérêt de la Société, il a porté ce nombre à douze sans y être forcé. Deux fois seulement, et pour des motifs particuliers, il a réuni deux cahiers en un seul, qui a toujours paru à temps.

La chose avait, au reste, été annoncée la dernière fois dans le numéro précédent. Presque tous les journaux étrangers font de même. Pour ces motifs, il croit ne pas avoir encouru le blâme des lecteurs du Journal. Quant aux illustrations, elles lui donnent beaucoup de travail et il en réduira volontiers le nombre, si l'assemblée en exprime le désir.

On applaudit à ces déclarations et, sur la proposition de M. *Zürcher*, l'assemblée décerne un vote de confiance à l'adresse de la Rédaction.

Les réviseurs de comptes pour 1896/97 seront MM. *Zürcher* et *Knüsel*.

Sur la proposition du Comité permanent, on choisit *Lucerne* comme lieu de réunion pour 1897, avec M. le Conseiller d'Etat *Vogel* comme président et M. *Schwyzler* comme vice-président du Comité local.

L'assemblée décide de transmettre, par l'organe de son président, ses meilleurs vœux de rétablissement à l'excellent collègue sus mentionné, qui souffre d'une longue et cruelle maladie.

L'ordre du jour prévoit maintenant la discussion du nouveau *projet de statuts*, présenté par le Comité permanent et dont chaque membre a reçu un exemplaire.

Les articles 1 à 6 et 10 à 14 sont adoptés sans discussion.

*Ad. Art. 7.* A propos du choix des sujets à traiter, M. *Baldinger* propose de dire: „... qui ont été choisis par le Comité permanent, d'accord avec le Comité local“, au lieu de l'inverse. En plus, il reste à adapter mieux la traduction française au texte allemand.

*L'art. 8* donne lieu à une longue discussion. Finalement on décide: que les conclusions de chaque rapport et, si possible, les rapports entiers, devront être publiés dans le Journal avant l'assemblée. Le Comité est chargé de la nouvelle rédaction.

*Ad Art. 9.* M. *Frey* émet le vœu qu'on accorde au Comité permanent, le droit d'accepter ou de refuser les rapports et communications que des membres lui soumettent avant l'assemblée. Il aurait à motiver, à la réunion générale, la non prise en considération éventuelle de ceux-ci. Il propose également de compléter le texte français. — Ces deux propositions sont adoptées.

A la votation finale, le projet de statuts avec les modifications mentionnées, est adopté à l'unanimité.

Le mandat du Comité permanent étant écoulé, il y a lieu de recourir à sa réélection.

MM. *Puenzioux* et *Liechti*, membres du Comité précédent, déclarent ne pouvoir accepter un nouveau mandat.

A la votation, le *Comité permanent* est constitué comme suit pour la période 1896/97 à 1899/1900 :

MM. *Roulet*, Inspecteur général, à St-Blaise ;  
*Ruedi*, Oberforstmeister, à Zürich ;  
*Müller*, Kreisförster, à Meiringen ;  
*Merz*, Kantonsforstinspektor, à Bellinzone ;  
*Steinegger*, Forstmeister, à Schaffhouse.

Le programme prévoyait une communication du professeur Dr. Bühler sur „*le mesurage des bois avec ou sans écorce*“. Plusieurs circonstances et, tout particulièrement son départ pour Tübingue, l'ont empêché de s'en charger.

Ce que voyant, le *Comité permanent* avait chargé un de ses assistants, M. *Badoux*, de présenter le rapport en question.

Or, après avoir rassemblé les matériaux nécessaires, ce dernier est arrivé à la conclusion qu'il était impossible de liquider cette année encore la question d'une façon définitive. Les expériences faites en Allemagne ne sont pas assez nombreuses et la Station fédérale d'essais forestiers n'a pas encore pu commencer les recherches projetées. Aussi a-t-il proposé au *Comité permanent* de renvoyer cette communication à l'an prochain, en l'invitant à réitérer auprès de la Station d'essais la demande de l'an dernier. Ce qui fut accepté.

La question consiste, lui semble-t-il, beaucoup plus à déterminer des *facteurs de réduction* exacts qu'à développer des considérations théoriques. On pourrait à la rigueur se contenter de ceux employés dans plusieurs pays d'Allemagne, seulement on ne sait rien sur leur degré d'exactitude.

M. *Liechti* trouve qu'à cet égard il est difficile d'émettre des instructions générales pour tous les cantons. Chacun a ses coutumes et habitudes et, avant l'adoption de la loi étendant la surveillance de la Confédération aux forêts de tout le territoire, il sera difficile d'obtenir un peu d'uniformité.

M. *Balsiger* fait la proposition de ne pas s'en tenir à la seule question du cubage avec ou sans écorce, mais d'étudier aussi le cubage en général, au point de vue pratique. Là aussi, une certaine uniformité s'impose. La question serait à étudier par une commission choisie parmi les praticiens, et non par la Station de recherches.

M. *Roulet* appuie chaudement au nom du *Comité*. Il demande qu'on donne pleins pouvoirs à ce dernier pour s'en occuper immédiatement. Il s'agira d'abord de préparer le terrain cantonal ; la meilleure voie pour arriver au but serait, lui semble-t-il, de convoquer une réunion des chefs des services forestiers cantonaux.

L'assemblée décide d'abandonner au *Comité permanent* la liquidation de ces deux questions.

M. *Müller*, Meiringen, présente ensuite son rapport sur „*l'assurance collective des ouvriers employés dans la zone fédérale aux travaux de défense et de reboisement*.“



Ce beau travail ayant paru en allemand dans le Journal (année 1896, p. 322 et suivantes), nous ne mentionnerons ici que les conclusions, ainsi conçues :

„La Société des forestiers suisses charge son Comité de soumettre au Département fédéral de l'Intérieur, Division des Forêts, une demande motivée tendant à ce que celui-ci s'occupe de la question de l'assurance des ouvriers employés aux travaux de défense et de reboisement dans la zone fédérale, par *l'assurance collective*.“

M. Coaz félicite le rapporteur pour son consciencieux travail; il estime que le mode proposé est le meilleur pour arriver au but. Il assure qu'il vouera toute sa sollicitude à l'étude de la question.

M. Merz remercie et le rapporteur et M. Coaz. En sa qualité de fonctionnaire tessinois, il salue avec plaisir les idées émises. Le Tessin a fait de fâcheuses expériences avec le système d'assurance actuel. Bien qu'il paye une prime de 8 % à la Société „la Winterthour“, il a toutes les peines du monde à faire assurer les ouvriers qu'il emploie à ses entreprises de corrections de torrents.

Les conclusions du rapport de M. Müller sont adoptées.

Personne ne demandant la parole pour des communications diverses, M. Coaz renseigne sur l'état actuel de la question de „*l'extension de la surveillance de la Confédération aux eaux et forêts de tout le territoire suisse*.“

L'honorable inspecteur fédéral croit fermement à l'acceptation de la réforme proposée. Les chambres fédérales y sont favorables. Seulement, la prudence s'impose. Le peuple est actuellement mal disposé à l'égard des lois centralisatrices et, depuis quelques années, il rejette presque régulièrement tous les projets analogues qu'on lui soumet.

Ne risquons donc pas par une hâte intempestive de faire courir le même sort à la loi qui nous tient si à cœur. Armons-nous de patience et sachons attendre le moment favorable.

M. Baldinger ne partage pas ce bel optimisme à l'endroit du peuple. Toutefois, il trouve puéril de s'occuper si fortement de ses accès d'humeur. Qu'on marche plutôt de l'avant et qu'on renseigne les populations sur le projet et ses conséquences! Il y a beaucoup d'indécision et d'inertie à vaincre, quantité de mauvaises volontés à combattre. A la Société des forestiers suisses, tout d'abord, de se mettre d'accord et de faire une active propagande!

L'orateur ne comprend pas la passivité du Journal forestier dans une question aussi capitale; il invite les adversaires du projet de loi, les Bernois en particulier, à dire franchement leur opinion.

Malheureusement il est midi.

La séance a duré 4<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures d'horloge. L'estomac réclame ses droits et, la perspective d'un plantureux banquet enlève toute envie de discuter plus longuement, même aux plus acharnés. Aussi, personne ne demandant plus la parole, le président lève la séance.

La vaste salle à manger de l'hôtel de la Métropole a peine à contenir les nombreux convives du banquet. Pour la joyeuse jôûte qui va suivre, se retrouvent tous ceux qui ont préféré les nombreux divertissements de l'Exposition aux sérieuses délibérations du matin. Il y a de nombreux représentants des autorités communales et cantonales; même quelques représentants du beau sexe donnent la note gaie à cette réunion de visages bronzés. Il règne le plus joyeux entrain et bientôt, un délicieux menu et certain petit cru du Midi aidant, éclate un vrai déluge de discours.

M. *Dunant*, qui débute, salue au nom des autorités cantonales, tous les assistants et particulièrement les représentants de France et de Belgique, et porte son toast à la patrie.

M. *Roulet*, au nom de la Société, boit à l'hospitalité genevoise et au futur inspecteur forestier genevois. Notre sympathique président qui, sous peu, aura accompli son quart de siècle dans le Comité permanent, profite de l'occasion pour adresser quelques conseils bien sentis. Il constate avec peine, qu'en général, l'esprit de la Société n'est plus ce qu'il était aux premiers temps; certains éléments tendent à en faire un vrai syndicat de réclamations; la bonne simplicité et la cordialité d'antan menacent de disparaître. Il est temps de rompre avec ces habitudes. Faisons de la sylviculture et surtout cultivons l'amitié!

On applaudit avec frénésie à ces paroles qui traduisent si bien l'impression générale.

M. *Chauffat*, président du Grand Conseil, lève son verre à la Société des forestiers et à son Comité permanent.

M. *Wagnon*, du Conseil administratif, dans un langage très imagé, vante les bienfaits de la forêt et boit au développement des forêts de nos Alpes.

M. *Baldinger* vide son verre à Genève et aux Genevois.

M. *Martinet*, délégué des sociétés forestières françaises, boit à la Suisse et à la Société des forestiers et

M. *Bommer*, professeur à Bruxelles et délégué des sociétés belges, à la sylviculture internationale.

Genève, on le sait, n'a pas de forêts, mais, par contre, une quantité de parcs et bosquets superbes, où croissent, côte à côte, les essences les plus rares.

La traditionnelle excursion de l'après-midi fut vouée à la visite de deux de ceux-ci.

De la Métropole, d'élégants breaks emportent toute la compagnie jusqu'aux somptueuses installations du célèbre herbier *Boissier*. Cette richissime collection appartient à la famille de M. W. Barbey, qui a eu la gracieuse attention d'inviter notre société à y donner un coup d'œil.

M. Auguste Barbey, fils, nouveau membre de la Société depuis ce matin, en fait les honneurs.



Nous pénétrons par la bibliothèque. — Quelles montagnes de flores, de traités et savantes dissertations de botanique, de publications floristiques dans toutes les langues ! Quelle somme de travaux et de patientes recherches ! Et ces interminables rangées de paquets (pas poussiéreux, par exemple !) de papier buvard renfermant, soigneusement étiquetées, les plantes de toutes les régions du monde. Un vrai sanctuaire de la botanique !

Involontairement, on se prend à comparer ces innombrables casiers, tous au complet, et allant du plancher jusqu'au plafond, avec le modeste petit carton qui renferme les quelques „simples“ ramassées au temps des études. Et on s'éloigne, effrayé de savoir si peu !

Quelques pas plus loin, au parc de Chambésy — une autre merveille botanique — on nous montre, bien vivants cette fois, une collection de conifères indigènes et exotiques. Toutes ces plantes sont des habitants de la forêt et on se retrouve à peu près en terrain connu ; aussi, n'entend-on bientôt plus que des ah ! et autres exclamations de surprise et d'admiration.

Il en vaut vraiment la peine.

Vers 5 heures, un dernier contour nous dévoile une surprise d'un autre genre, mais non moins agréable : plusieurs tables chargées des plus appétissantes choses avec, dessous, des paniers regorgeant de flacons !

O la douce chose qu'un gentil *goûter* sur l'herbette, quand il est offert de si bon cœur, et qu'on a robuste appétit !

Entre temps, on bourre ses poches avec toutes sortes de cônes d'essences rares, que notre généreux hôte a eu l'amabilité de faire entasser à côté du lieu du festin.

Mais il faut se séparer de ce coin si hospitalier. Le ciel s'est chargé de nuages, et il pleut à torrents quand la joyeuse cohorte met le pied sur le domaine de la villa *Rotschild*. Quel dommage ! Il y aurait eu tant de choses à admirer.

On se réfugie dans la somptueuse volière du château où, bientôt, choucas, perroquets et perruches mènent un train d'enfer.

Quelques rares privilégiés, disciples de la botanique, sont admis à voir les serres. Notre plume se refuse à décrire toutes les merveilles que nous y vîmes. Au reste, à quoi bon exciter l'envie de ceux, moins heureux, qui n'y purent pénétrer !

M. *Mallet*, en quelques paroles bien senties, exprime les sentiments de gratitude de chacun envers nos gracieux hôtes.

Puis, on rentre en ville et la journée se termine par une soirée familière au Village suisse. Le lendemain, mardi 11, visite à l'Exposition. A midi, banquet à la Brasserie de l'Agriculture. Le torrent oratoire de hier est heureusement enrayé. Seul, notre dévoué président, M. *Roulet* a encore quelque chose sur le cœur.

Il veut rappeler le souvenir de cet homme de bien qui fut *Landolt*. En quelques mots émus, il reedit la vie et l'œuvre considérable de ce forestier infatigable qui, de longues années durant, fut un des piliers de notre Société. Il propose d'honorer sa mémoire et de rappeler son action, en lui élevant un modeste monument. Un comité de 7 membres, dont 2 du Comité permanent, s'occuperait de réunir les fonds nécessaires. Ce qui fut adopté.

Là-dessus, on se sépare pour courir dans les innombrables divisions de l'Exposition.

La fin officielle de la réunion est arrivée. Le lendemain, on vit encore dans l'Exposition, par ci par là, quelques cocardes vertes aux franges d'argent. Les derniers trains du mercredi emportèrent le reste.

La Société des forestiers suisses siègera-t-elle de nouveau à Genève? Vraisemblablement plus jamais.

Tous ceux qui ont assisté à la réunion de 1896 n'en garderont, pas moins, un excellent souvenir des quelques journées passées dans ses murs.

Berne et Zurich, Août 1896.

*Les secrétaires:*

SCHÖNENBERGER.

H. BADOUX.



## Beitrag zur Lösung der Waldsteuerfrage im Kanton Luzern.

Referat für die schweiz. Forstversammlung in Luzern, von *Knüsel*, Kreisförster in Eschenbach.

(Schluss.)

### VIII.

#### Quid faciendum?

Die Geschichte der Waldbesteuerung im Kanton Luzern hat gezeigt, dass man beständig nach Ansichten und Grundsätzen suchte. Unwillkürlich fühlt man sich dazu angeregt, auch ein Scherflein zur weitem Beachtung und Prüfung beizutragen. — Wir haben gesehen, wie die Steuergesetzgebung in der Hauptsache zähe und unausweichlich am durchschnittlichen Kaufswert festhält. Ich fragte mich: „Wäre es nicht möglich, in einer Verbindung von Kaufswert und Ertrag eine Einigung zu erzielen?“ Wenn nicht alles täuscht — ja! und zwar unter Hinweis auf die von Hrn. Oberförster Kopp sel. in citiertem Gutachten praktizierte Rechnungsweise.

Nach nationalökonomischen Begriffen erlangt etwas seinen wahren Wert durch einen anerkannten Grad der Nützlichkeit.

Nützlich ist uns der Wald für Besteuerungszwecke durch sein Holz, das ich entweder:

1. jedes Jahr im Verhältnis des Zuwachses,
2. periodenweise " " " " oder
3. durch Gesamtliquidation am Ende irgend einer Umtriebszeit nutzen *kann*, eventuell nutzen *muss*.

Im ersten Fall beziehe ich den Jahresertrag sofort, während ich in den beiden andern Fällen eine Anhäufung an Zuwachs, beziehungsweise Vorrat eintreten lasse.

Aehnlich den Forderungen einer Bank, bei der ich, um à  $3\frac{1}{2}\%$  jährlich 35 Fr. zu erhalten, 1000 Fr. zur Disposition stellen muss, bedarf ich auch im Wald einen Fonds, d. i. der Normalvorrat. Sobald man den Zuwachs eine gewisse Zeit hindurch nicht mehr bezieht, überschreitet das Holzkapital diesen Fonds. Der Wald repräsentiert mehr Wert als die Kapitalisation des ehemaligen Ertrages ergeben hatte. Unsere Regulative bestimmen den Etat oft nur nach der Heyerschen Formel, mit *Verteilung* des Ueberschusses auf eine Ausgleichungs- oder die *ganze* Umtriebszeit. Analoge Verhältnisse zeigen sich bei den in aussetzendem Betrieb bewirtschafteten Waldungen. Wird nun zu Steuerzwecken hiernach gerechnet, geht begreiflicherweise Steuerkapital für *eine* Steuerperiode verloren und daher auch die Protestation der Laien betr. die Ertragsschätzung. Sie räsonnieren nämlich: „Wenn es dir gefällt, die fällige jährliche Nutzung nicht zu beziehen, die anderorts wiederum als Vermögen figurieren könnte, so magst du dir meinestwegen den Luxus gestatten; für uns ist es Vermögen, gleichgültig, ob du es im Wald stehen lassest oder zu irgend einem andern Zweck herausziehst.“ — Natürlich wird dann bei diesem Anlasse oft auch Vorrat gewertet, der nach unsern Begriffen zum ständigen Fonds, d. h. zum Normalvorrat gehört.

Gestützt auf diese Thatsachen möchte ich im Interesse der Sache und behufs Einigung mit den zuständigen Behörden auf der angedeuteten Basis eine Anlage für zu steuernde Wälder empfehlen. Wir würden unterscheiden zwischen Waldungen mit:

- A. nachhaltigem und
- B. aussetzendem Betrieb.

In Bezug auf A erfolgte die Taxation nach dem mit  $3\%$  kapitalisierten Rein-Ertragsvermögen mit event. Zuschlag des cit. Vorratsüberschusses — im Falle eine Liquidation des überschüssigen Vorrates *ohne Nachteil* für die zukünftige Bewirtschaftung stattfinden könnte. Für öffentliche Waldungen, die in zwei oder mehreren Gemeinden liegen und von demselben Eigentümer in nachhaltigem Betrieb bewirtschaftet, beziehungsweise als Abteilungen eines Wirtschafts-Ganzen angesehen werden, wäre, um teils den Ansprüchen der zuständigen Gemeinden, teils den gesetzlichen, beschränkenden Bestimmungen für die Eigentümer

gerecht zu werden, ebenfalls in soeben bezeichneter Weise zu verfahren; es würden somit die Wälder nicht in die Klasse mit aussetzendem Betrieb einzureihen sein, für welche dieselben — *nur* in Bezug auf *die* Gemeinde, der sie angehören — mit Recht angesprochen werden könnten, während in Wirklichkeit die strenge Nachhaltigkeit, wie schon citiert, vorhanden ist.

Hinsichtlich die Wahl des Zinsfusses muss ich gestehen, dass da eine gewisse Latitude besteht, die ganz wesentlich alteriert. Man kann Schlüsse ziehen, wie es s. Z. Herr Oberförster Schwytzer (siehe sub VII) gethan hat oder man kann hinweisen auf den täglichen Verkehr, der für sehr „langfristige“ Titel, gegenüber nur angemessen lang zur Disposition gestellten Geldern, einen kleinern Zinsfuss kontrahiert. In beiden Fällen wird man in der Ansicht bestärkt, dass es gerechtfertigt ist, für kürzere Perioden den landesüblichen oder wenigstens einen diesem sehr nahe stehenden Zinsfuss zu wählen. Allein anderseits haben wir es mit der Thatsache zu thun, dass der Sache nicht nur der langen Frist, sondern auch der verschiedenen örtlich influierenden Faktoren und Verhältnisse wegen, ein kleiner Zinsfuss zu Grunde liegt. Wenn daher den Forderungen der Eigentümer, *alle* in Betracht kommenden Verhältnisse in weitgehendster Weise zu berücksichtigen, entsprochen werden soll, muss auch, meines Erachtens, *der* Zinsfuss in Anwendung kommen, auf dem die Wirtschaft aufgebaut ist, weshalb ich mich für 3 0/0 entschlossen habe.

Hinsichtlich *B* dürften zum Zwecke einheitlicher Durchführung betr. approximativen Normalvorrat dieselben Massnahmen zur Geltung kommen. Die Schätzung sollte jedoch einen mit 3—4 0/0 kapitalisierten durchschnittlichen Netto-Haubarkeitszuwachs\* berücksichtigen, allein gegenüber *A* mit dem Unterschiede, dass bei getrennten Parzellen desselben Eigentümers, deren Bestände-Alter noch nicht über ca.  $\frac{1}{4}$  Umtriebszeit reicht, nur der Boden zu einem mässigen Preise und unter Anwendung eines Zinsfusses von 3 0/0 zu veranschlagen wäre. Beim Ueberschreiten des Durchschnittsalters von ca.  $\frac{1}{4}$  Umtriebszeit hätte dann die Ertragsberechnung an die Stelle zu treten. Für die in der eidgen. Schutzzone liegenden Wälder wäre bis zum Eintritt der Ertragsberechnung (nach  $\frac{1}{4}$  Umtriebszeit) nur der Boden für die cit. Zeit in Anrechnung zu bringen. Als Wertmesser der Ertragsfaktoren sollte meines Erachtens ähnlich, wie im Kanton Graubünden,\*\* zwischen *a*) Gebrauchswert für den Unterhalt einer Liegenschaft etc. und *b*) Verkehrswert für den externen Verkehr unterschieden werden.

Um hinsichtlich der Bodenwerte bei dem oft sehr parzellierten Waldbesitz ein möglichst gutes Verhältnis aller zu berücksichtigenden Faktoren zu erhalten, sollten für *jede* Gemeinde Typen mit bestimmten Preisen pro ha für kahlen, gut gelegenen und in der Gemeinde besten

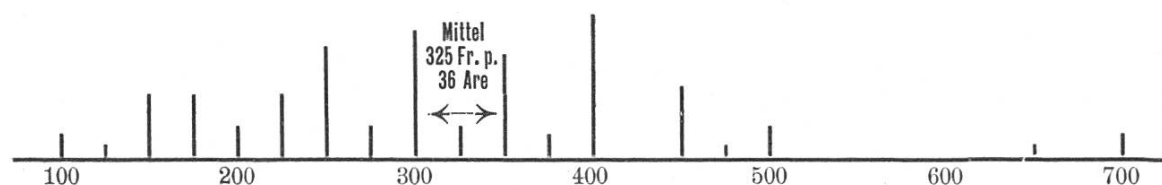
---

\* Also: ne Biseli Vermögä u ne Biseli Fähigkeit u ne ganz klei Biseli Risiko alleweil dabei.

\*\* Vergl. Schweiz. Zeitschrift für Forstwesen, 1897, Nr. 5, pag. 200.

Waldboden amtlich normiert werden und zwar auch unter Berücksichtigung allfällig gebotener Betriebsformen und den orographischen Verhältnissen des Ortes.

Habe mir Mühe gegeben, mit Unterstützung von Gewährsmännern im ganzen Kanton für fast jede Gemeinde die in den letzten 20 Jahren ergangenen durchschnittlichen Kaufpreise oder Werte, die eine Jucharte (36 Ares) derartigen Waldboden galt oder unter allen Umständen gelten würde, zu sammeln und zeigen diese Zahlen recht gut, dass nach einiger Ausgleichung und Reduktion in obigem Sinne rangiert werden könnte.



Preise per 36 Are gut gelegenen I. Qualität kahlen Waldboden.

Enquête, beantwortet aus 94 Gemeinden mit der Bemerkung, dass dies durchschnittlich reelle Kaufpreise oder Werte seien.

Zugleich belehren diese Zahlen, dass es *nötig* ist, durch solche Normal- oder Zonen-Typen, wie wir sie nennen wollen, den Schätzungen zum vornherein eine den örtlichen Verhältnissen entsprechende Unterlage zu geben. Halte dafür, dass einzig diese einheitliche Typen-Organisation ein Fortschritt in der Gleichheits-Repartition bedeutete.\* — Wenn man sich im Kanton Luzern entschliessen könnte, irgend ein Klassensystem einzuführen, wäre natürlich das Taxationsgeschäft viel einfacher zu gestalten. In Rücksicht auf § 3, litt. c des neuen Steuergesetzes wird es aber zu diesem Schritt schwer halten.

Die Waldkatasterschätzungen sollten sodann ein Jahr *vor* der Liegenschaftsschätzung stattfinden, um der Liegenschafts-Kommission die Verbale zur Disposition stellen zu können. Inzwischen allfällig eintretenden Aenderungen könnte leicht Rechnung getragen werden.\*\*

Ferner, um die Katasterschätzungen, sofern dieselben 1908 wiederum im „grossen Massstab“ ausgeführt werden sollen, zu einem weitem gedeihlichen Fortschritte zu bringen, dürfte es zeitgemäss sein, endlich auf gesetzgeberischem Wege eine ordentliche Vermarchung, in Revision von § 12 des kantonalen Forstgesetzes, anzuordnen, wobei auch auf zweckentsprechende Arrondierungen ein Hauptgewicht zu legen wäre. Cit. § 12 fordert nämlich die Vermarchung nur in öffentlichen Waldungen, während die Privatwaldbesitzer von einander *fordern können*, statt — *fordern müssen*. Was nützt es uns, beständig über Katastervermessungen zu sprechen, wenn wir ein Jahrzehnt bedürfen, um nur richtige Eigentumsgrenzen festzustellen. — Wenn wir auch der Kosten

\* Siehe auch Schweiz. Zeitschrift für Forstwesen, II. H. 1893, pag. 102, „Wild“ über Rentabilität.

\*\* Da im Kanton Luzern laut § 27 des Forstgesetzes Kontrolle betr. Holzschlag besteht.



wegen vorläufig noch auf eine Vermessung verzichten müssen, liegen doch in einer rationellen Vermarchung ausserordentlich viele Vorteile; — dass da und dort ein Prozess entstehen könnte, soll den Eigentümer, soll den Vater nicht veranlassen, die Sachen auf seine Söhne abzuwälzen. Dadurch entgeht er der Verantwortlichkeit nicht! Meines Erachtens ist es auch Sache der Tit. Behörden, derartigen Tendenzen und dem Schlendrian, der auf diesem Gebiete oft zum grossen Schaden der Interessenten herrscht, durch entsprechende Paragraphen vorzubeugen. Es ist meine vollste Ueberzeugung, dass diese Massnahmen die Sympathie aller einsichtigen Männer für sich hätten. Durch diese Vermarchung wäre auch dem Art. 10 des eidg. Forstgesetzes gedient, dessen Durchführung namentlich im Entlebuch auf grosse Schwierigkeiten stösst. Nach Ausführung der proponierten Vermarchung dürfte es alsdann nicht schwer halten, im Laufe des Decenniums mit Hilfe des Forstpersonals, hinsichtlich zu ergänzende ungefähre Flächen an Wald und Feld, Grundbücher aufzustellen. Was diesen letztern Punkt betrifft, ist es zum mindesten eigentümlich, dass man vor 100 Jahren auf dem Gebiete der Ocular-Taxation und ungefähren Massangabe bedeutend mehr leistete als jetzt. Desgleichen befremdet es, dass man auf der einen Seite so grossen Wert darauf legt, neben dem Verkehrs- und Reinertragswert zur *bessern* Kontrolle auch noch eine Parzellar-Taxation vorzunehmen, während noch relativ grosse Gebiete ohne ungefähres Mass der Liegenschaften in den Grundbüchern figurieren und doch wäre es oft jedem Sekundarschüler ein leichtes, recht brauchbare Angaben zu machen. Warum hier nicht einen Schritt vorwärts? Wenn man ernstlich etwas will, kann man vieles! Also vorwärts! Kurz resumierend, würden wir daher empfehlen:

1. In Revision von § 12 des kant. Forstgesetzes sämtliche Wälder (event. Liegenschaften) bis zum Jahr 1906 nach einer vom h. Regierungsrat zu erlassenden Instruktion zu vermarchen, soweit nicht natürliche Grenzen die Marche bilden.
2. Sämtliche Wälder (event. Liegenschaften), in Ermanglung des Besten, d. h. der Katastervermessung, bei der nächsten Katasterrevision mit dem *ungefähren* Flächenmass zu rubrizieren, weshalb nach Beendigung der Vermarchung vom Forstpersonal nach einer speciellen Instruktion Aufnahmen zu machen sind.
3. Die Wälder behufs Taxation zu klassifizieren in solche mit:
  - A. nachhaltigem und
  - B. aussetzendem Betrieb.
  - a) Grundlage für die Taxationen der Wälder sub A bildet das mit 3 % kapitalisierte Reinertragsvermögen mit der Modifikation, dass der ohne Nachteil für die zukünftige Bewirtschaftung nutzbare Ueberschuss an wirklichem über den Normat-Vorrat, zu einem mässigen Durchschnittspreis dem kapitalisierten Ertrag zugeschlagen wird.

- b) Auch da, wo öffentliche Wälder als *Abteilungen eines Wirtschafts-Ganzen* in *verschiedenen* Gemeinden sich finden, soll im Sinne des nachhaltigen und *nicht* aussetzenden Betrieb entschieden, beziehungsweise wie sub *a* verfahren werden.
4. Für sämtliche im aussetzenden Betrieb bewirtschafteten Waldungen, also auch Privatwaldungen, exklusive die sub 3 *b* erwähnte Kategorie, beginnt die Ertragsschätzung erst mit dem Alter von ca.  $\frac{1}{4}$  Umtriebszeit, während vorher für eidgen. Schutzwälder nur ein mässiger Bodenwert und für den Rest der übrigen Waldungen ein mit 3 0/0 prolongierter Bodenwert (Typ) in Anschlag zu bringen ist.
  5. In jeder Gemeinde ist in Bezug auf ihren besten und gut gelegenen Waldboden und dessen Wert ein Normal-Typus nach den eventuell vorhandenen Betriebsformen festzustellen, damit nachher die Kreisschätzer die Abstufung der Bodenwerte, d. h. die Bildung von so viel Klassen, als 50 im Normal-Typus enthalten ist, zum Zwecke der sub 4 citierten Rechnung leicht vornehmen können.

## IX.

In der Meinung, im Interesse der Sache zu handeln, wenn ich zum Schlusse noch etwas Ausserkantonaies citiere, habe ich mir diesbezüglich auch Mühe gegeben.

Von Prof. *Landolt* ist bekannt, dass er für diesen Zweck ein Anhänger des Reinertrages und der Ertragsfähigkeit war.

Dr. *Bühler*\*, ebenso auch Reg.-Rat Dr. *Fürst*, finden, dass zu Besteuerungszwecken der künftige Ertrag der Waldgrundstücke unter Berücksichtigung ihrer Leistungsfähigkeit festgestellt werden soll, und zwar sei von dem augenblicklich vorhandenen Holzvorrat abzusehen und eine sogen. mittlere Bestockung bei der herrschenden Holz- und Betriebsart anzunehmen. Auch vom individuellen Einfluss des Besitzers auf den Ertrag sei Umgang zu nehmen, indem man eine sogen. mittlere Betriebsamkeit (landesübliche gute Wirtschaft) unterstelle und den normalen Ertrag an Holz unter diesen Voraussetzungen mit Rücksicht auf die Bodengüte ermittle, etc. In der Regel habe man Klassenkataster; man erhalte dadurch allerdings nur Näherungswerte, doch seien die Fehlergrenzen kleiner, das Verfahren kürzer und billiger als bei der Einzelschätzung.

Auch schon der *alte H. Cotta* hat gesagt: „Lediglich der Reinertrag, welchen ein Waldgrundstück liefern kann, sei als zu steuerndes Objekt zu betrachten. Es handle sich um den nachhaltigen Reinertrag, wie er bei den gegebenen Standortsverhältnissen und unter der Voraussetzung einer richtigen Wahl der Holzart und einer regelmässigen Bestockung und Behandlung bei Anwendung mässiger Durchschnittssätze (bei Ertrag, Aufwand für die Verwaltung, Schlägerlöhne, Kulturkosten etc.) sich ergebe.“

---

\* Forst- und Jagd-Lexikon, 1888, pag. 641.



Dr. *Franz Baur* betont\*: Beim landwirtschaftlichen Betriebe mit jährlichen Nutzungen habe man es mit einer Besteuerung der Bodenrente, also mit einer eigentlichen Grundsteuer zu thun, während beim forstlichen Betriebe die Bodenrente und der Holzvorrat, d. h. die Waldrente, der Waldreinertrag zu besteuern sei. Für Wälder im aussetzenden Betrieb, für den die Sache etwas praktische Schwierigkeiten biete, empfiehlt er ein- für allemal nur ein Vorratskapital von solcher Grösse in Rechnung zu nehmen, wie es der halben Umtriebszeit entspreche.

Betreffend Besteuerung der Waldungen z. B. in Württemberg referiert Herr *Oberförster Graner*, „dass man laut Gesetz vom 28. April 1873 nach Waldreinertrag schätze. Im Interesse der Stabilität des Katasters habe man es als geboten erachtet, für die im aussetzenden Betrieb behandelten Waldungen ein dem Nachhaltsbetrieb entsprechendes mittleres Holzvorratskapital zu unterstellen“.

Württemberg stellt als Vorarbeit für die Katastrierung der Waldungen und für sämtliche in demselben vorkommenden Betriebsarten Reinertragsklassen auf und rangiert nach der Standortsgüte ohne Rücksicht auf die Vollkommenheit des dermaligen Holzbestandes in die gegebenen Klassen ein.

Auch die beiden National-Oekonomen, Dr. Alb. Schaffle\*\* und G. Schanz\*\*\* als Anhänger der Einkommenssteuer, sind Vertreter des Waldreinertrages. Ersterer schreibt aber noch: „Das Reinertragskataster sei besser als das Rohkataster und besser das Parzellar- als das Gutskataster, allein alles habe etwas schwache Seiten und vor den Grundgeborenen verblasse die gepriesene Objektivität ein wenig.“

Nachdem ich nun einige Fachmänner über unsern Gegenstand habe sprechen lassen, will ich es nicht unterlassen, von den kantonalen Gesetzen und Verordnungen, die mir das *tit. eidg. Oberforst-Inspektorat* in verdankenswertester Weise zur Verfügung gestellt, auch noch Gebrauch zu machen. Infolge des freundlichen Entgegenkommens einiger Herren Kollegen bin ich auch im Falle, das eine oder andere wesentlich zu ergänzen, wobei ich mich aber der gedrängtesten Kürze befeisse.

**Zürich:** Keine speciellen gesetzlichen Bestimmungen. Laut Mitteilung\*\*\*\* aber für Gemeinden und Korporationen bildet die Nettorente die Grundlage der Vermögensberechnungen. Ermittlung erfolgt durch Steuerkommissäre aus den Jahresrechnungen.

**Bern:** Laut Dekret betr. Rev. der G.-St.-Schatz. vom 22. VIII 1893, Art. 4, haben die Schatzungen nach dem *wahren* Wert des Grundeigentums zu erfolgen. Specielle Bestimmungen liegen noch nicht vor. Aus Art. 8 des cit. Dekretes geht aber hervor, dass die Schatzungen unter Berücksichtigung aller einschlagenden Faktoren den gegenwärtigen Wert- und Ertragsverhältnissen entsprechen soll. Somit liegt eo ipso

---

\* In seinem Handbuch der Waldwertberechnung, 1886.

\*\* Die Steuern 1897, 3. Band.

\*\*\* Steuern der Schweiz 1890, 1. Band.

\*\*\*\* Herr Oberforstmeister Rüedi.

klar, dass von der frühern Grundlage (Instr. 1875, § 11), welche die Ertragsfähigkeit des Waldbodens nach Mitgabe des vorhandenen Holzbestandes, das Ertragsvermögen und die Fläche mit in Betracht zieht, nicht abgegangen wird oder nicht abstrahiert werden kann. In quest. Ertragsfähigkeit waren Haupt- und Zwischennutzung und laufende Kaufpreise in Rechnung gezogen. Kapitalisation erfolgte mit 4 0/0. — In der Gemeinde Langnau\* sind die Privatwälder nach dem Ertrag und zwar Fr. 2—30 per a taxiert.

**Luzern:** vide Referat.

**Uri:** Keine speciellen Vorschriften. Laut Mitteilung\*\* jedoch werden die Korporationswälder nach dem Ertrag versteuert, während die ganz wenigen kleinen Gemeinde- und Privatwaldungen leer ausgehen.

(Vielleicht en bloc mit den Liegenschaften taxiert!)

**Schwyz:** Hat bis jetzt keine diesbezüglichen Vorschriften. Für die St. Rev. 1897—1902 sind aber vom Kantonsoberforstamt betreffend Waldbesteuerung bereits *Vorschläge* gemacht worden.

Der eine Entwurf rangiert nach Klassen I—V und zwar I. 1000 Fr., II. 800 Fr., III. 600 Fr., IV. 400 Fr., V. 200 Fr. p. ha.

Der zweite Entwurf legt den durchschnittlichen jährlichen Zuwachs zu Grunde. In sehr übersichtlicher und detaillierter Weise wird nach dem erstern Verfahren, Fr. 7,335,720; nach dem zweiten, Fr. 7,553,880, Korporations-Waldsteuerkapital berechnet. Z. F. 5 0/0.

Die Holzpreise schwanken zwischen Fr. 4—12 per m<sup>3</sup> (exklus. 1 Fall = Fr. 14).

Das Areal beträgt 13,338,4 ha.

Bei der Klassen-Taxation partizipiert die III. mit 50 0/0.

**Obwalden:** Hat keine gesetzlichen Bestimmungen. Man „sagt“ nach dem ungefähren mittleren Ertragswert. (Aber allerdings — *tief.*)

**Nidwalden:** Hat eine *allgemeine* Güterschätzung, laut St. G. vom 27. IV 1879, § 8 u. 9, nach dem *richtigen* Wert.

Aus der Güter-Sch.-Verord. vom 23. IV 1874, § 2 (früher § 11), geht m. E. hervor, dass unter *richtigem* Wert ein Teil des Holzkapitals verstanden wird. Somit eine Verquickung von Wert und Ertrag.

**Glarus:** Laut St. G. vom 7. V 1891 Taxation der Liegenschaften nach dem jeweiligen *wirklichen* Wert, sonst keine specielle Vorschriften. Laut Mitteilung\*\*\* werden Privatwälder en bloc ungefähr der Bodenwert; sämtliche Gemeinde- und Korporations-Liegenschaften (inklusive Wälder) ebenfalls bauschal, aber recht niedrig geschätzt, z. B. jährlicher Ertrag an Allmend, Bergen und Alpen . Fr. 5,000

dito aus Wald . . . . . „ 5,100

Fr. 10,100 Ertrag

und Steuereinschätzung beträgt . . . . . „ 60,000 (!) etc.

\* Mitteilung von der Gemeindekanzlei.

\*\* Herr Oberförster Jauch.

\*\*\* Herr Forstadjunkt Leuzinger.

**Zug:** Keine gesetzlichen Bestimmungen. Taxation mit den Liegenschaften en bloc, wobei Verkaufs- und Ertragswert in Betracht fallen. Nur hinsichtlich der in den Gemeinden Risch, Hüenberg und Cham liegenden Korporationswäldungen bestehen reine Waldsteuertaxationen und zwar über ein Areal von 115,7 ha = 213,000 Fr. Steuerkapital. Bei E. V. und E. F. von ca. 9,5 m<sup>3</sup> beträgt die jährliche Gesamtnutzung in den letzten 10 Jahren 1035 m<sup>3</sup> (Etat 1070 m<sup>3</sup>). Zu dem neue St. G. vom 28. XII 1896 steht eine Vollziehungsverordnung erst in Arbeit.\*

**Freiburg:** Laut St. G. vom 23. II 1849, Art. 7, erfolgt die Taxation nach dem Kapital-Wert und zwar nach Art. 9 alle 30 Jahre.

Man klassifiziert in drei Klassen laut Art. 10: gut, mittelmässig und schlecht. Laut Mitteilung\*\* dementsprechend bei Gemeinde- und Privatwald wiederum nach Jung-, Mittel- und Altholz und ferner nach Zonen: Ebene, Hügelland und Gebirge. Bei den Staatswäldern basiert man die Steuer-Taxation auf den durchschnittlichen Reinertag der letzten zehn Jahre. Zinsfuss war 5 0/0.

Laut Instruction du commissaire général du 30. IV 1886 wird das zur Unterhaltung von Gebäuden und pflichtigen Einfriedigungen nötige Holz in der Schätzung der Güter inbegriffen, der Ueberschuss aber berechnet (le surplus sera évalué à part). Sodann heisst es: Pour les forêts de grande étendue la commission se fera **accompagner** par l'inspecteur forestier du district. (Nachahmenswert.)

**Solothurn:** Weisung von 1873 seit 1888 ausser Kraft und seither *erfahrungsgemäss* der Grundsatz: „Richtigste Bestimmung des Wertes eines Waldes nach seinem durchschnittlichen Reinertrag mit höchstens 3<sup>1</sup>/<sub>4</sub> 0/0 Kapitalisation.

Bei Privatwäldern wird der Ertrag zu 4 0/0 der K.-Schatz. veranschlagt.

**Baselstadt:** Keine gesetzlichen Vorschriften.

**Baselland:** Schätzung nach der Ertragsfähigkeit.

10,391,11 ha = Fr. 9,751,850 = *wirklicher* Wert. Bezügliche Gesetze und Erlasse sprechen vom *wahren* (§ 149 des org. G. v. 14. III 1881) und *wirklichen* Verkaufswert (§ 57 der Uebergangsbestimmungen der St. V. vom 4. IV 1892).

**Schaffhausen:** St. G. vom 23. IX 1879, Art. 11. Die Wäldungen werden auf Grund ihrer nachhaltigen Ertragsfähigkeit ohne Berücksichtigung des jeweiligen Holzbestandes taxiert, während die Versteuerung der *Grundstücke* auf Grundlage einer Durchschnittsberechnung über den Verkehrswert (Verkaufswert) in den letzten 10 Jahren mit 75 0/0\*\*\* des ausgemittelten Wertes vollzogen wird.

---

\* Mitgeteilt von den Herren Oberförster Wanger und Regierungsrat Baumgartner.

\*\* Von Herrn Forstverwalter Liechti, Murten.

\*\*\* Bei Wald kein Abzug, Art. 17 und 51 der Vollziehungs-Verordnung vom 20. III 1885.

**Appenzell A.-Rh:** Bis zum Jahr 1897, je nach Alter, nur  $\frac{6}{10}$  bis  $\frac{8}{10}$  des Schätzungswertes steuerbar. Seit 25. April 1897 sind laut § 17 des St. G. Waldungen und Waldboden zur Hälfte anzusetzen, während die übrigen Grundstücke nach dem Verkehrswert in Rechnung gebracht werden.

**Appenzell I.-Rh:** Taxiert en bloc.

**St. Gallen:** Laut Gesetz vom 22. Mai 1863 werden sämtliche Waldungen in sechs Klassen eingeteilt und zwar:

I. 400 Fr., II. 300 Fr., III. 200 Fr., IV. 100 Fr., V. 50 Fr., VI. 25 Fr. p. 36 a.

Seit 19. November 1884 nur 4 Klassen, nämlich:

I. 1200 Fr., II. 800 Fr., III. 400 Fr., IV. 100 Fr. per ha.

Massgebend für die Klassifikation ist die Ertragsfähigkeit unter Berücksichtigung der Lage etc.

**Graubünden:** Ertragsfähigkeit Z. F. 4 % (vide schweiz. Zeitschrift f. F., Nr. 5, 1897, pag. 200 u. ff.)

Ergänze hier jene Angaben noch durch einige Notizen aus der *Zeitung* „Freie Rätier“.\*

In Nr. 9 vom 12. Januar 1897 heisst es:

„Man soll auf *gesetzlichem, offenem und ehrlichem* Wege die Waldungen entlasten, indem man z. B. für das Gemeindevermögen die für diesen Fall vielleicht unbillige und sinnlose Progression nicht anwendet, oder indem man nur einen bestimmten Teil des Ertragskapitals, etwa  $\frac{3}{4}$  oder  $\frac{1}{2}$  oder gar nur  $\frac{1}{3}$  zur Besteuerung heranzieht, aber man thue es nicht versteckt durch eine falsche Berechnung des vorläufig gesetzlich verlangten Ertrag- und Ertragsfähigkeitskapitals.“

In Nr. 11 vom 14. Januar 1897 wird gesagt:

„Nach der neuen Taxation berechnet sich der Durchschnittswert per m<sup>2</sup> Waldboden, *Bestockung inbegriffen*, auf cirka 3 Rappen. Der Wert der Durchschnittsbestockung muss aber bei Nachhaltigkeitswald in Graubünden immer *wenigstens* zehnmal so gross sein wie der Bodenwert, so dass nach der Taxation der Durchschnittswert des Waldbodens, ohne *Bestockung*, auf höchstens 0,3 Cts. per m<sup>2</sup> zu stehen kommt, während bei Käufen, Expropriationen etc. für schlechten Waldboden 8 bis 10 Cts. per m<sup>2</sup> bezahlt wird.“

**Aargau:** Laut § 18 b des St. G. vom 11. III 1865 findet eine Klasseneinweisung der Waldungen statt, wobei nicht bloss auf die Bestandesmasse an Holz und auf die grössere oder geringere Ertragsfähigkeit des Bodens, sondern auch auf die hinsichtlich des Absatzes und der Preise des Holzes mehr oder weniger vorteilhafte Lage Rücksicht genommen wird.

---

\* Sicher von Herrn Oberförster Tschärner geschrieben. — Zeitungen durch Güte von Herrn Kollege Gregori erhalten.

Die Einreihung in die Klassen:

I. 300 Fr., II. 600 Fr., III. 900 Fr., IV. 1200 Fr. u. s. f. bis XV per ha\* geschieht, wie aus verschiedenen Kreisschreiben\*\* der aargauischen Direktion des Innern anlässlich der Kat.-Rev. 1890—1892 hervorgeht, nach dem wirklichen, mit 4 % kapitalisierten Nettowert des Durchschnittszuwachses unter Berücksichtigung ausserordentlicher Verhältnisse im aktuellen Holzvorrat. Auch die Nebennutzungen kommen in Anschlag.

Die Repartition des Kapitalwertes eines auf den Grenzen zweier etc. Gemeinden sich befindlichen Waldes geschieht im Verhältnis von Fläche und Ertragsvermögen. Im übrigen bestrebt man sich, zwischen dem Reinertrags- und dem Verkehrswert auf ein billiges Schätzungsverhältnis auszugleichen.\*\*\*

**Thurgau:** Hat St. Gallen zum Muster genommen. Laut St. G. vom 6. III 1849 werden die Waldungen in Klassen eingeteilt, deren Kapitalwert per 36 a im Maximum zu Fr. 640, im Minimum zu Fr. 42 festzusetzen ist. Hierbei kommt in Betracht: Bestandesmasse, Boden, Lage, Preis des Holzes. Die Anzahl der Klassen wird jeweilen vom Regierungsrat bestimmt, so 1851 = 8 Klassen, nämlich:

- I. 636 Fr., cirka haubar.
- II. 530 Fr., cirka haubar bis angehend haubar.
- III. 424 Fr., cirka haubar bis angehend haubar.
- IV. 320 Fr., cirka mittelalter Wald.
- V. 212 Fr., cirka Stangenholz und Mittelwald.
- VI. 128 Fr., cirka Niederwald und junger Bestand.
- VII. 88 Fr., cirka kahler Boden und Pflanzung.
- VIII. 44 Fr., cirka kahler Boden und Pflanzung.

**Tessin:** Hat keine speciellen Vorschriften. Taxierte mit den Liegenschaften en bloc.

(Il valore dei boschi è inoltre computato insieme a quello del terreno su cui si trovano, nella valutazione generale della proprietà fondiaria.)\*\*\*\*

**Waadt:** Man schätzt den Wald nicht analog den übrigen Gütern, sondern laut einer Verordnung zum Gesetz vom 15. I 1875 wird, um den Wert zu quest. Zwecke zu erhalten, bei

- a) Wäldern mit geregelter, d. h. regelmässigem Betrieb, der aus den letzten Jahren resultierende durchschnittliche jährliche Reinertrag mit 20 multipliziert;
- b) Wäldern, die den cit. Betrieb nicht haben, der mit 20 multiplizierte und auf den durchschnittlichen Zuwachs gegründete — mögliche Nettoertrag (produit net de leur possibilité) angenommen. Klassen I—IV.

---

\* Mitteilung von Steuer-Kommissär Kistler, Aarau.

\*\* Von Herrn Nationalrat und Oberförster Baldinger gütigst übersandt.

\*\*\* Kreisschreiben vom 18. I 1892.

\*\*\*\* Dip. di Agric. e Forest. all' Dip. féd. 21. IV 1897.



Zwischen kahlem oder bestocktem Wald wird somit unter Berücksichtigung der Bodenkraft, des Terrains, der Exposition, des Klimas, der Höhe ü. M. kein Unterschied gemacht.

**Wallis:** In den Steuerregistern wird nur der Boden berücksichtigt; hingegen müssen von den jährlich wiederkehrenden Schlägen bestimmte Taxen als Steuer bezahlt werden.

**Neuenburg:** Besitzt keine Grundsteuer. Das Vermögen wird ohne Details angegeben. Die Revision des Forstgesetzes ist in Arbeit, das ein specielles Kapitel für die Schatzungen der Waldungen zu Steuerzwecken enthalten soll. Grundgedanke ist: Capitalisation de la production des forêts. Für die Gemeindewaldungen ist die Schatzung enthalten im inventaire général officiel.\*

**Genf:** Hat keine gesetzlichen Bestimmungen; besitzt übrigens auch nicht grosse Waldungen.

\* \* \*

Am Schluss meines Referates angelangt, will ich nicht ermangeln, den Herren Dr. v. *Liebenau* und Dr. *Heinemann* für die bereitwilligste Unterstützung im Archiv, sowie dem tit. *eidg. Oberforst-Inspektorat* für die cit. Gesetzessammlung, einigen *Herren Kollegen* im und ausser Kanton für diese und jene Mitteilung meinen *verbindlichsten Dank* auszusprechen! Mich der angenehmen Hoffnung hingebend, dass nunmehr das Fachkollegium den einen und andern Punkt dieses *Beitrages* aufgreift und im Interesse des Kantons und seiner Bürger sowohl als auch noch für weitere Kreise diskutiert und ergänzt schliesse ich mit einigen Worten „Geibels“:

„Was *uns* not ist, uns zum Heil  
Wards gegründet von den Vätern;  
Aber das ist unser Teil,  
Dass *wir* gründen für die Spätern!“



## Mitteilungen — Communications.

### Mitteilungen über die untere Emmenkorrektion.

Referat an der Versammlung des bernischen Forstvereins in Langnau  
von *Rud. Leuch*, Ingenieur.

Herr Dr. Fankhauser hat Ihnen soeben einige Beispiele von Verbauungen und Aufforstungen von Wildwassern in Frankreich vorgeführt und bestimmte Thesen, die Aufforstung etc. im Quellengebiet betreffend, aufgestellt; hieran anknüpfend erlauben Sie mir einige Mitteilungen über die untere Emmenkorrektion.

\* Mitteilung von James Roulet, inspecteur général des forêts.